



Intervention parlementaire

Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention :	096-2023
Type d'intervention :	Interpellation
Motion ayant valeur de directive :	☐
N° d'affaire :	2023.RRGR.142
Déposée le :	06.05.2023
Motion de groupe :	Non
Motion de commission :	Non
Déposée par :	Sancar (Bern, Les VERT-E-S) (porte-parole) Patzen (Bern, Les VERT-E-S)
Cosignataires :	0
Urgence demandée :	Non
Urgence accordée :	
N° d'ACE :	1361/2023 du 6 décembre 2023
Direction :	Direction de la sécurité
Classification :	Non classifié

Transfert problématique de tâches étatiques à des entreprises de sécurité privées

Il est très préoccupant de voir que le canton de Berne, lui aussi, délègue de plus en plus de tâches étatiques à des entreprises de sécurité privées, comme cela est déjà le cas dans d'autres cantons. Dans ce contexte, la position bernoise en la matière présente des contradictions. En effet, le discours consiste à dire que les personnes engagées par les entreprises de sécurité privées n'ont pas plus de compétences que toutes les autres citoyennes et tous les autres citoyens. Pourtant, il est incontestable que les tâches confiées aux entreprises de sécurité privées sont, pour certaines, des tâches étatiques complexes, lesquelles sont clairement du ressort de la police. Il est vrai que certaines tâches, comme le contrôle du stationnement, peuvent être assumées par des entreprises de sécurité privées si la protection des données est garantie. En revanche, de nombreuses tâches telles que la protection des ambassades, l'escorte des personnes en détention ou la surveillance de l'espace public relèvent du monopole de la force de l'État ; c'est un élément constitutif de l'État de droit que seule la police se doit de garantir. Cette dernière est soumise à un cadre démocratique et régie par la loi. Or, à force de privatiser des tâches publiques, nous contribuons à fragiliser la confiance de la population dans l'État. La Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police porte elle aussi un jugement critique sur le transfert des tâches de police à des entreprises de sécurité privées.

Il ne faut pas laisser notre démocratie se fragiliser en transférant des tâches étatiques à des entreprises de sécurité privées au motif que les coûts sont trop élevés. La démocratie a un coût. Il y a fort à parier que la perte de confiance dans l'État nous retombe dessus dans un avenir relativement proche, et cela nous coûtera très cher.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi des tâches étatiques qui sont clairement des tâches de police sont-elles de plus en plus souvent confiées à des entreprises de sécurité privées ?
2. Le Conseil-exécutif peut-il dresser la liste des contrats actuellement en vigueur entre le canton de Berne et les entreprises de sécurité privées, en indiquant les coûts de ces contrats, et présenter cette liste au Grand Conseil ?
3. Peut-il fournir une liste de ses projets d'attribution de tâches à des entreprises de sécurité privées en précisant clairement ce qui le pousse à agir ainsi ?
4. Dans le cadre de quelles tâches les personnes employées par les entreprises de sécurité privées sont-elles autorisées à porter des armes et de quelles armes s'agit-il ?
5. Que faire pour que ces tâches sensibles sur le plan politique et démocratique restent du ressort de la police, conformément au principe du monopole de la force ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. *Pourquoi des tâches étatiques qui sont clairement des tâches de police sont-elles de plus en plus souvent confiées à des entreprises de sécurité privées ?*

Les tâches régaliennes classiques et celles impliquant l'usage de la contrainte demeurent de la compétence exclusive de la Police cantonale (POCA). C'est en effet cette dernière qui exerce le monopole de la puissance publique en vertu de l'article 12, alinéa 1 de la loi du 10 février 2019 sur la police (LPol ; RSB 551.1). Les articles 8, 9 et 17 LPol définissent clairement les tâches de la POCA et les possibilités de les déléguer à des personnes privées. L'article 17, alinéa 3 LPol pose des limites strictes : la mise en œuvre de mesures de police et l'usage de la contrainte sont réservés dans tous les cas à la Police cantonale. Symétriquement, l'article 7, alinéas 1 et 2 de la loi du 13 juin 2018 sur les prestations des entreprises de sécurité privées (LPESP ; RSB 551.4) précise que les entreprises de sécurité ne disposent d'aucune prérogative de puissance publique et que l'exercice de toute activité relevant de la puissance publique, notamment de mesures de police et de la contrainte, leur est interdit.

Le Conseil-exécutif ne saurait donc souscrire à l'affirmation selon laquelle des tâches étatiques seraient globalement de plus en plus souvent confiées à des entreprises de sécurité privées. La liste annexée montre que les services de sécurité privés sollicités par des autorités cantonales ont principalement pour mission de surveiller des sites ou des bâtiments et de contrôler des entrées ; ces tâches ne relèvent pas de la puissance publique et font typiquement partie des activités des prestataires de sécurité privés.

2. *Le Conseil-exécutif peut-il dresser la liste des contrats actuellement en vigueur entre le canton de Berne et les entreprises de sécurité privées, en indiquant les coûts de ces contrats, et présenter cette liste au Grand Conseil ?*

Oui. Une liste non exhaustive se trouve en annexe.

3. *Peut-il fournir une liste de ses projets d'attribution de tâches à des entreprises de sécurité privées en précisant clairement ce qui le pousse à agir ainsi ?*

La liste annexée contient des remarques à ce sujet.

S'agissant de la protection des ambassades, le Conseil-exécutif tient à souligner qu'en raison de la guerre en Ukraine, la Confédération a relevé considérablement le niveau de protection des représentations diplomatiques des parties belligérantes. Afin de maintenir le niveau de sécurité accru, le canton ne peut se passer de prestations de sécurité privées, la Confédération n'ayant accepté d'augmenter l'appui de l'armée que dans une mesure limitée. Cependant, là non plus, les forces de sécurité privées n'ont pas de compétences étendues relevant de la puissance publique, conformément aux bases légales applicables.

4. *Dans le cadre de quelles tâches les personnes employées par les entreprises de sécurité privées sont-elles autorisées à porter des armes et de quelles armes s'agit-il ?*

Les prestataires de sécurité privés assument la grande majorité de leurs tâches sans porter d'arme.

Les prérogatives des personnes privées fournissant des prestations de sécurité sont définies dans la LPESP. L'utilisation d'armes est réglée à l'article 11 LPESP, dans l'ordonnance du 20 novembre 2019 sur les prestations des entreprises de sécurité privées (OPESP ; RSB 551.411) – en particulier au chapitre 4 – et, s'agissant des détails, dans la directive « Armes et munitions autorisées / autorisations de port d'armes » émise par la POCA le 10 mai 2021.

5. *Que faire pour que ces tâches sensibles sur le plan politique et démocratique restent du ressort de la police, conformément au principe du monopole de la force ?*

Voir réponse à la question 1. Le Conseil-exécutif tient à ce que le monopole de la puissance publique reste aux mains de l'État.

Destinataire
– Grand Conseil



Contrats du canton de Berne avec des entreprises de sécurité privées (liste non exhaustive)

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
CHA	Securitas SA	Contrôles d'entrée et de personnes, surveillance	Env. 27 000 CHF en 2022	Durée indéterminée	Recommandation de la Police cantonale, demande du Grand Conseil
CHA	National Protection Service 24 AG	Contrôles d'entrée et de personnes, surveillance	Env. 49 000 CHF en 2022	Durée indéterminée	Recommandation de la Police cantonale, demande du Grand Conseil
DSE-OSSM	GSD Gayret Security AG	Contrôle des véhicules en stationnement sur le site des installations militaires cantonales à Berne	Env. 25 000 CHF par an	Durée indéterminée	Ordonnance du 25 octobre 1995 sur la gestion des places de stationnement du canton (OGPS ; RSB 761.612.1) Externalisation de la tâche en raison du rapport coût-utilité
DSE-OCRN	GSD Gayret Security AG	Contrôle des véhicules en stationnement sur le site de l'administration cantonale au Schermenweg à Berne	Env. 50 000 CHF par an	Durée indéterminée	Mandat confié à une entreprise sur la base – de l'OGPS, – du règlement sur les places de stationnement de l'OCRN.
DSE-OCRN	GSD Gayret Security AG	Contrôle des véhicules en stationnement sur le site du Centre d'expertises et d'exams de l'Oberland bernois, à Thoune-Allmendingen	Au max. 15 000 CHF par an	Durée indéterminée	Mandat confié à une entreprise sur la base – de l'OGPS, – du règlement sur les places de stationnement de l'OCRN.
DSE-OPOP	Securitas SA	Service de loge : hall d'entrée et guichets à l'Ostermundigenstrasse 99b à Berne pour l'OPOP (DSE) et l'OIAS (DSSI)	195 000 CHF par an	2022-2026	Lors du transfert de tâches et de budgets dans le cadre de NA-BE, il a été décidé que l'OPOP continuerait d'organiser et de financer le service de loge ; ce

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
					dernier est assuré par du personnel de sécurité qualifié afin de protéger les collaboratrices et collaborateurs.
DSE-OPOP	Securitas SA	Gardiennage : contrôles nocturnes à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment de l'Ostermundigenstrasse 99b à Berne	27 000 CHF par an	Contrat annuel	Empêcher les accès non autorisés et contrôler les bureaux
DSE-OPOP	Securitas SA	Prestations de sécurité en lien avec la gestion des centres de retour	Variable Encore aucune prestation perçue en 2023 (état au 15.08.2023)	Durée indéterminée, intervention seulement si nécessaire	Garantir le bon fonctionnement des centres et la sécurité du personnel et des résidentes et résidents
DEEE-OAC	Securitas SA	Contrôles d'entrée dans des cas exceptionnels, lors de menaces graves émanant de la clientèle		Durée indéterminée	Menaces graves émanant de la clientèle lors d'interdictions d'entrée
DEEE-OEC	Certas SA	Centrale d'alarme / service et entretien du système d'alarme	1486.30 CHF par an	Durée indéterminée	Aucune unité administrative du canton de Berne ne propose cette prestation.
INC-OMP-écoles (sélection représentative en lieu et place d'une liste exhaustive de tous les contrats de toutes les écoles) :		Contrôle des véhicules en stationnement sur les sites des écoles moyennes et professionnelles cantonales			Gestion des places de stationnement
Gymnasium Kirchenfeld	DARU-WACHE AG		4300 CHF par an	Durée indéterminée	

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
Gymnasium Biel-Seeland et gymnase de Bienne et du Jura bernois	Securitas SA		Env. 1500 CHF par an	Durée indéterminée	
Gymnasium Thun	Ville de Thoun / mandat interne confié à la conciergerie		1000 CHF par an pour le KKT / la ville de Thoun	Durée indéterminée	
Bildungszentrum Interlaken (bzi)	Securitas SA		2500 CHF par an	Durée indéterminée	
Berufsfachschule Langenthal	Ville de Langenthal / Securitas SA		9500 CHF par an	Durée indéterminée	
CFP Bienne	Securitas SA		6000 CHF par an	Durée indéterminée	
INC-OMP-écoles (sélection représentative en lieu et place d'une liste exhaustive de tous les contrats de toutes les écoles) :		Sites des écoles moyennes et professionnelles cantonales : surveillance nocturne des bâtiments, contrôles à l'intérieur et à l'extérieur, fermeture des salles de sport le soir après leur utilisation par des clubs, surveillance lors de grandes manifestations			Sécurité, prévention de dommages
Gymnasium Kirchenfeld	DARU-WACHE AG		8500 CHF par an	Durée indéterminée	
Gymnasium Hofwil	Broncos Security AG		3500 CHF par an (offre combinée	Contrat annuel	

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
			avec les patrouilles dans la commune)		
Gymnasium Biel- Seeland et gymnase de Bienne et du Jura bernois	Securitas SA		Entre 1000 CHF et 3000 CHF par an	Mandats ponctuels en fonction de la situation	
Gymnasium Oberaargau	Securitas SA		4800 CHF par an	Durée indéterminée	
Gymnasium Thun	Berner Hunde Security GmbH		Selon la charge de travail, les mani- festations et les incidents, env. 2500 CHF par an	Durée indéterminée	
Berufsfachschule Langenthal	Securitas SA		10 200 CHF par an	Durée indéterminée	
École professionnelle gibb (bâtiment principal, campus et salles d'enseignement), en collaboration avec la Technische Fachschule Bern et le Gast- gewerbliches Zentrum	Securitas SA		13 500 CHF par an	Durée indéterminée	
CFP Bienne	Securitas SA		30 000 CHF par an	Durée indéterminée	
INC-OSC	Securitas SA	Surveillance nocturne du bâtiment abritant le siège de l'INC à la Sulgeneck- strasse 70 à Berne	14 400 CHF par an	Durée indéterminée	Prévenir les effractions, contrôler les ascenseurs, la cage d'escalier et le chauffage

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
		Contrôles à l'intérieur et à l'extérieur ; contrôles de fermeture des portes, des fenêtres et du portail d'entrée ; contrôles d'intégrité			
INC-OSC	Securitas SA	Surveillance diurne et nocturne du bâtiment abritant l'Office des écoles moyennes et de la formation professionnelle (OMP) à la Kasernenstrasse 27 à Berne Contrôles à l'intérieur et à l'extérieur ; contrôles de fermeture des portes, des fenêtres et du portail d'entrée ; contrôles d'intégrité	23 520 CHF par an	Durée indéterminée	Prévenir les effractions, contrôler les ascenseurs, la cage d'escalier et le chauffage
INC-OSC	Securitas SA	Surveillance diurne et nocturne du bâtiment abritant le Centre d'orientation professionnelle et personnelle de l'OMP à la Bremgartenstrasse 37 à Berne Contrôles à l'intérieur et à l'extérieur ; contrôles de fermeture des portes, des fenêtres et du portail d'entrée ; contrôles d'intégrité	24 672 CHF par an	Durée indéterminée	Prévenir les effractions, contrôler les ascenseurs, la cage d'escalier et le chauffage
INC-OSC	Securitas SA	Contrôle des véhicules en stationnement au siège de	6000 CHF par an	Durée indéterminée	Contrôler le respect des durées et des frais de stationnement ; prévenir le stationnement

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
		l'INC à la Sulgeneck- strasse 70 à Berne (4-5 contrôles par mois ; env. 500 CHF × 12 mois)			permanent de véhicules du voisinage
INC-OSC	Securitas SA	Contrôles d'entrée dans des cas exceptionnels, lors de menaces graves émanant de la clientèle Siège de l'INC, Sulgeneck- strasse 70, Berne		Selon les besoins	Menaces graves émanant de la clientèle lors d'interdictions d'entrée
DSSI-SD	Certas SA	Centrale d'alarme / service et entretien du système d'alarme	900 CHF par an (l'OIC gère le contrat et acquitte les frais)	Durée indéterminée	Aucune unité administrative du canton de Berne ne propose cette prestation.
FIN-ICI	Protectas SA	Surveillance d'immeuble, rondes la nuit et le week- end, interventions ponctuel- les lors de menaces à l'ac- cueil à la Brünnenstrasse 66 à Bümpliz	75 000 CHF par an	31.12.2023	Gardiennage / protection du personnel si nécessaire
FIN-ICI	Securitas SA	Surveillance d'immeuble, rondes la nuit et le week-end à l'Allmendstrasse 18 à Thoune	13 000 CHF par an	31.12.2023	Gardiennage
FIN-AF/SG/OP	Protectas SA	Contrôles intérieurs et exté- rieurs de bâtiments admi- nistratifs de la FIN les week- ends et les jours fériés : Münsterplatz 12 (SG FIN), Herrengasse 22 (AF),	6241 CHF par an	31.12.2023	Surveiller les bâtiments afin d'en garantir la sécurité les week-ends et les jours fériés (contrôles intérieurs et extérieurs)

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
		Münstergasse 45 (OP) à Berne			
FIN-OIO	Protectas SA	Ronde quotidienne / sécurité du bâtiment de l'OIO au Wildhainweg 9 à Berne	15 500 CHF par an	31.12.2023	Garantir la sécurité du bâtiment
DSE-POCA	GSD Gayret Security AG	Contrôle des véhicules en stationnement en ville de Berne	364 026 CHF par an pour le mandat principal 89 970 CHF par an pour le mandat complémentaire	31.12.2025	Solution moins coûteuse que si la tâche était confiée au personnel de la POCA
DSE-POCA	Securitas SA	Surveillance et encadrement dans le bâtiment provisoire à la Kasernenstrasse	42 034.90 CHF par mois	20.10.2024	Rénovation de la préfecture La surveillance doit être organi- sée différemment en raison de la configuration des locaux.
DSE-POCA	Protectas SA	Surveillance de consulats	39 776.75 CHF par mois	31.12.2023	En raison de la guerre en Ukraine, la Confédération a relevé le niveau de protection des ambassades à très brève échéance. Il n'était pas possible d'assurer ces surveillances supplémentaires avec les ressources existantes.
DTT-OIC	Besafe Sàrl	Surveillance du site et des bâtiments de Châtillon à Prêles	3333 CHF par mois	Durée indéterminée	Étant inoccupé, le site doit être surveillé.
DTT-OIC	Securitas SA	Mesures de sécurité et surveillance sur site après occupation	50 000 CHF par mois	31.12.2023	Surveillance sur site après occupation

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
DTT-OIC	VüCH AG	Mesures de sécurité et surveillance sur site après occupation Fabrikstrasse 16, Berne	1476.65 CHF par mois	Durée indéterminée – transfert rétroactif à l'acheteur au 1.07.2023	Surveillance sur site après occupation
DTT-OIC	Event Workers GmbH, Niederbipp	Rénovation de la préfecture à Berne	13 530 CHF par mois	17 mois jusqu'au 31.12.2023	Surveillance du chantier
DTT-OIC	Certas SA TUS Télécommunication et Sécurité MbM Systems GmbH ErnEL GmbH ECAP	L'OIC a conclu différents contrats portant sur la transmission de l'alarme / la surveillance des installations pour tout son portefeuille. Il ne s'agit pas de contrôles physiques.	Env. 112 000 CHF	Différentes durées	Transmission d'alarme, surveillance d'installations
DIJ-APEA	Securiton SA	Montage et maintenance d'une installation d'alarme anti-intrusion à l'APEA de l'Oberland oriental (château d'Interlaken)	4800 CHF pour l'installation ; un test par an, coûts inconnus (l'alarme est transmise par l'installation de détection d'incendie, qui est déjà en place)	Durée indéterminée	Prévenir les effractions
DIJ		Installation et maintenance de systèmes de verrouillage spécifiques aux utilisatrices et utilisateurs			Garantir la sécurité du bâtiment, prévenir les effractions

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
DIJ	Securitas SA	Contrôles d'entrée lors des examens de notaire	Env. 1000 CHF par an	Pas de contrat distinct (prestation intégrée au contrat de location)	Contrôles d'entrée
DSE-OEJ/Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île	Securitas SA	Service de garde étendu Surveillances d'urgence et de longue durée	Env. 200 000 CHF par an	Prolongation annuelle	Augmentation du nombre de surveillances d'urgence et de longue durée
DSE-OEJ/EP Hindelbank	bdg-Sicherheitsdienst AG	Accompagnement/encadrement, transports, protection du site et des bâtiments	Env. 180 000 CHF par an	31.12.2023	Manque d'équivalents plein temps Périmètre de sécurité insuffisant
DSE-OEJ/EP Thorberg	Protection Group Sàrl	Accompagnement/encadrement	Env. 150 000 CHF	31.12.2023	Les heures supplémentaires atteignent les plafonds. Manque d'équivalents plein temps (système d'exécution des peines sur mesure)
DSE-OEJ/EP Thorberg	Securitas SA	Protection du site et des bâtiments	Env. 150 000 CHF	31.12.2023	Les heures supplémentaires atteignent les plafonds. Manque d'équivalents plein temps Périmètre de sécurité insuffisant
DSE-OEJ/EP Witzwil	Protection Group Sàrl	Protection du site et des bâtiments	Env. 100 000 CHF	31.12.2023	Manque d'équivalents plein temps Compensation d'absences pour maladie ou accident
DSE-OEJ/prisons régionales	Securitas SA	Accompagnement/encadrement	Env. 50 000 CHF	31.12.2023	Missions à brève échéance pour compenser des absences pour maladie, accident ou démission
DSE-OEJ/prisons régionales	Protection Group Sàrl	Accompagnement/encadrement et soutien dans le service de nuit	Env. 150 000 CHF	31.12.2023	Missions à brève échéance pour compenser des absences pour maladie, accident ou démission

DIR CHA JUS	Entreprise de sécurité	But/mandat	Volume des coûts	Durée du contrat	Motifs de la conclusion du contrat
DSE-OEJ	Securitas SA	Transport – participation du canton de Berne au système de transport national JTS (contrat de la CCDJP)	Env. 665 000 CHF par an		Coordination à l'échelle nationale et réalisation de transports intercantonaux de personnes détenues sur le rail et la route
JUS-CS	DARU-WACHE AG	Rondes de contrôle pour surveiller le bâtiment et disponibilité à intervenir en cas de déclenchement de l'alarme anti-intrusion (soir/nuit/week-end) Contrôle des places de stationnement Surveillance lors des examens d'avocat	Env. 60 000 CHF par an	Depuis le 1.01.2018	Service de garde pour assurer la sécurité du bâtiment Gestion du parking payant en dehors des heures de travail